

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 29/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AQUALIA (SAS)

Route de Nabias
40120 Arue

Références : DREAL/2026D/2496
Code AIOT : 0005213224

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement AQUALIA (SAS) implanté Route de Nabias 40120 Arue. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AQUALIA (SAS)
- Route de Nabias 40120 Arue

- Code AIOT : 0005213224
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AQUALIA est spécialisée dans la fabrication de granulés pour poissons marins et d'eau douce. La production associe des matières premières animales (farine de poisson et huiles de poisson pour l'enrobage des granulés) et végétales (colza, blé, maïs, soja ...) ainsi que des vitamines. La société AQUALIA est autorisée à exploiter une usine d'aliments extrudés pour poissons sur la commune d'Arue par arrêté préfectoral n° 2015/785 du 10 décembre 2015 et arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-32 du 5 février 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	IED – MTD BREF FDM (SME)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article MTD 1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
2	IED – MTD BREF FDM (odeurs)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article MTD 15	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.4.6 et 7.4.7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Défense incendie du site	AP Complémentaire du 05/02/2024, article 2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 05/02/2024, article 2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.4.9 et 7.4.12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rejets aqueux du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015,	Susceptible de suites	Demande d'action corrective,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 4.4.10		Demande de justificatif à l'exploitant	
10	Rejets atmosphériques du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 3.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Vannes d'isolement réseau gaz	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 8.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 1.3.1 et 7.4.9	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que plusieurs actions correctives demandées à l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023 n'ont pas été mises en œuvre par l'exploitant. L'inspection réitère les demandes d'actions correctives destinées à la mise en conformité des installations avec les prescriptions relatives à la défense incendie et à la rétention des eaux d'extinction d'incendie. L'inspection propose à Monsieur le Préfet des Landes de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions.

L'inspection a constaté que les eaux usées industrielles pré-traitées par la station de traitement ne respectaient pas les valeurs limites d'émission (VLE), à l'occasion des analyses effectuées en octobre 2023 et octobre 2025. L'exploitant a déclaré que les rejets étaient conformes depuis décembre 2025. L'inspection a demandé à l'exploitant la transmission des résultats des dernières analyses, la démonstration que les mesures alternatives aux travaux préconisés par le bureau d'étude NEPTUNE assurent, de façon pérenne, des rejets conformes aux VLE et la construction d'un bac de rétention en dur autour de la station de traitement (action identifiée par l'exploitant). L'inspection a par ailleurs demandé à l'exploitant la transmission de divers justificatifs sur l'entretien et la maintenance des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED – MTD BREF FDM (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article MTD 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité + AMPG BREF compatible
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <u>MTD 1 - Mise en place d'un système de management environnemental (SME)</u> Action identifiée dans dossier de réexamen pour se conformer aux MTD : Applicabilité décembre 2023 Aqualia s'engage à mettre un place un système de management environnemental conformément aux prescriptions de la MTD et notamment : <ul style="list-style-type: none">• Mettre à jour la politique QHSE et son système de management conformément au référentiel choisi• Évaluer le besoin en formation• Ajouter dans les procédures les situations d'urgences propres au site• Mettre en place un système d'évaluation des actions correctives• Formaliser la revue périodique de direction et y inclure la direction générale
Constats : <div><p>À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°3) par sondage que certaines actions prévues dans le cadre du SME n'avaient pas été mises en œuvre :</p><ol style="list-style-type: none">1) « Mettre bac absorbant au niveau de la réception vrac. Identifier le seau présent au niveau du chargement. Mettre emplacement fixe »,2) « Mettre en place des détecteurs incendie au niveau des zones de chargement des batteries des charriots »,3) « Faire un bac de rétention autour de la STEP en dur. Amélioration globale du fonctionnement de la STEP : en cours »<p>À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant, sous un mois, de détailler les calendriers pour le déploiement des actions correctives identifiées dans l'analyse environnementale du SME, de tenir informée l'inspection de la réalisation effective des actions attendues et de transmettre les justificatifs attestant de leur réalisation effective.</p><p>L'inspection a constaté le 10 février 2026 que l'exploitant a disposé, à des emplacements</p></div>

L'inspection a constaté le 10 février 2026 que l'exploitant a disposé, à des emplacements identifiés, des bacs contenant du produit absorbant au niveau de la zone de réception « vrac », de la zone de chargement des camions « vrac », de la zone de stationnement des camions et des parkings des véhicules légers. L'exploitant a également mis en place un système de détection incendie au niveau de la zone de chargement des batteries des charriots.

L'inspection a constaté que le bac de rétention en dur autour de la STEP interne n'a pas été construit. L'exploitant avait identifié cette action en raison de l'anomalie suivante : « débordement de la STEP, suite moussage ou niveau de cuve trop haut ». L'inspection avait également constaté (point de contrôle n°23) le débordement de la STEP interne (présence d'effluents de type boues moussantes) à l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023. L'exploitant a répondu que la rétention n'a pas été construite en raison de la mise en place d'un suivi rigoureux quotidien de la STEP pour éviter tout débordement. L'inspection a constaté l'affichage dans le local de la STEP d'une fiche d'entretien courant de la STEP et de la présence d'un cahier de suivi quotidien de STEP (volume entrée, état du bac à graisses, état du puits de relevage et événement du jour).

L'inspection a constaté la présence de flaques d'eau de couleur verte et orange au pied de la STEP et des traces noirâtres de débordements sur le flanc de la STEP (photographies annexées au rapport d'inspection). L'exploitant estime que la couleur de l'eau provient de la présence d'algues, sans toutefois pouvoir le démontrer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place, dans un délai de trois mois, un bac de rétention en dur autour de la STEP, comme il l'avait identifié dans le plan d'actions correctives de l'analyse environnementale du SME. Dans le même délai, il justifie la construction de cette rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : IED – MTD BREF FDM (odeurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article MTD 15

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité + AMPG BREF compatible

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

MTD 15 - Odeurs

Action identifiée dans dossier de réexamen pour se conformer aux MTD : Applicabilité décembre

2023

Aqualia s'engage à mettre en place le plan de gestion des odeurs.

À la suite de l'audit réalisé par la société ayant installé les tours de lavage, Aqualia mettra en place un partenariat avec eux pour assurer :

- un suivi à distance des performances de la station (suivi des paramètres clés pour assurer le fonctionnement normal et la gestion des dysfonctionnements),
- une télémaintenance,
- deux audits techniques et olfactométriques par an,
- des propositions d'améliorations en continu.

Aussi, les plaintes liées aux odeurs seront intégrées dans le plan d'amélioration du système de management QHSE.

Constats :

À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°8) que la fréquence annuelle de maintenance de la tour de lavage des gaz odorants n'était pas respectée et que l'ensemble des recommandations formulées dans le rapport d'intervention (travaux de maintenance des laveurs) de février 2021 établi par la société CLAUGER n'avaient pas été mises en œuvre.

À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant :

- sous un mois de mettre en œuvre l'ensemble des préconisations listées dans le rapport de maintenance de février 2021 et de le justifier auprès de l'inspection ;
- sous deux mois, de mettre en place une organisation visant à procéder aux vérifications et nettoyages préconisés dans le rapport de février 2021 en routine de façon pérenne sur site ;
- courant février 2024, de réaliser une maintenance approfondie de la tour de lavage et de réaliser ce type de maintenance tous les ans.

L'inspection a constaté le 10 février 2026, sur la base de justificatifs produits par l'exploitant, que l'ensemble des préconisations du rapport d'intervention de février 2021 ont été mises en œuvre et que les opérations de nettoyage et de vérification des laveurs ont été saisies dans l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) de l'usine.

L'inspection a consulté les rapports d'intervention établis les 4 mars 2024 et 27 mai 2024 par la société LEGRAND CONSULTING. Ces rapports attestent du nettoyage des laveurs de gaz et du remplacement des garnissages du laveur acide. L'inspection a constaté que la société LEGRAND CONSULTING préconise de mettre en œuvre deux modifications de l'automatisme de laveur pour corriger deux dysfonctionnements des registres vers la toiture d'une part et de l'injection des réactifs d'autre part.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, la mise en œuvre des préconisations formulées dans le rapport établi le 4 mars 2024 par la société LEGRAND CONSULTING. Le cas échéant, l'exploitant met en œuvre, dans un délai de trois mois, les préconisations ou justifie leur non mise en œuvre.

L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, la réalisation de la maintenance annuelle approfondie de la tour de lavage en 2025 et, le cas échéant, la mise en œuvre des préconisations formulées à cette occasion.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.4.6 et 7.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, suites inspection 2017
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Constat lors de l'inspection de décembre 2017</u></p> <p>Le rapport de vérification de la conformité ATEX n'a pas pu être présenté, les installations n'ont pas fait l'objet d'une vérification par un organisme compétent</p> <p>Écart 4 : La conformité des installations électriques en zone ATEX n'a pas été vérifiée par un organisme compétent tel que prescrit dans l'article 7.4.6 de l'arrêté d'autorisation du 10 décembre 2015</p> <p><u>Article 7.4.7</u></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur. Les installations électriques sont tenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°12) que le plan des zones à risque d'explosion (ATEX) n'était pas à jour et que deux non conformités électriques relevées dans le rapport APAVE de juin 2023 n'avaient pas été corrigées.</p> <p>À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre à jour l'étude ATEX et le plan ATEX des installations suite à l'ajout du broyeur 2 ; - justifier de la conformité matérielle des équipements du broyeur 2 par rapport au zonage ATEX retenu de la zone broyeur 2 ; - contrôler les installations électriques qui n'auraient pas été contrôlées en juin 2023 (notamment l'atelier de maintenance) ; - transmettre la justification de la levée des deux non-conformités électriques mises en lumière et à défaut en cas de non réparation, de justifier de l'acceptabilité de l'écart et des mesures compensatoires mises en place.

L'inspection a constaté le 10 février 2026, sur la base de justificatifs produits par l'exploitant, que l'étude ATEX et le plan ATEX ont été mis à jour, les équipements du broyeur 2 (broyeur, convoyeur broyeur et filtre broyeur) sont conformes aux dispositions de la directive 2014/34/CE (directive ATEX), l'ensemble des installations électriques ont été contrôlés en 2024 par l'APAVE. L'inspection a consulté le rapport de vérification des installations électriques établi par l'APAVE le 20 janvier 2026. L'inspection a constaté dans le rapport la présence de 18 préconisations dont 9 nouvelles. L'exploitant a indiqué que la plupart des préconisations pouvaient être mises en œuvre rapidement. Parmi les anciennes préconisations, l'exploitant indique que l'installation d'une protection différentielle de sensibilité 300 mA dans le local TGBT ne peut pas être mise en œuvre car cette sensibilité ne permet pas de faire fonctionner de façon satisfaisante les installations protégées. L'exploitant précise qu'une solution est à l'étude avec un prestataire pour porter à 500 mA la sensibilité de la protection différentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai d'un mois, les justificatifs de la mise en œuvre des 18 préconisations formulées dans le rapport APAVE du 20 janvier 2026. En cas de non mise en œuvre, l'exploitant justifie, dans le même délai, l'acceptabilité des écarts et les mesures compensatoires mises en place, en particulier pour les préconisations anciennes, dont l'installation d'une protection différentielle de sensibilité 300 mA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Défense incendie du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/02/2024, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, besoin en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement doivent être a minima de 240 m³/h pendant une durée minimale de deux heures. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances. L'exploitant dispose pour la défense incendie de son établissement d'une réserve incendie de 420 m³ et d'un poteau interne extérieur devant délivrer a minima 60 m³/h sous 1 bar.

La réserve supra est a minima associée à 3 modules d'aspiration destinés aux engins du SDIS.

L'exploitant s'assure chaque année auprès du gestionnaire que le débit du poteau supra est conforme.

Les points / sources d'eau valorisés dans ce cadre sont situés à moins de 100 mètres des installations à défendre.

En cas de déficit hydraulique constaté (notamment si le débit individuel du poteau incendie

public est inférieur à 60 m³/h ; ce dernier ne pourra être comptabilisé pour la défense incendie du site), l'exploitant met en place les ressources en eau supplémentaire pour pallier ce déficit. Ces dispositifs font l'objet de maintenance et d'essai pour garantir leur bon fonctionnement.

Constats :

À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°14) que l'exploitant disposait d'une défense incendie garantie de 120 m³/h dont la ressource était assurée par une réserve souple d'une capacité de 420 m³.

À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de compléter, sous 6 mois, sa défense incendie à hauteur de 240 m³/h pendant deux heures.

L'inspection a constaté le 10 février 2026 que la défense incendie n'avait pas été complétée. L'exploitant a indiqué avoir découvert cette non-conformité à l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023 alors que le site Aqualia d'Arue, acquis en 2021 par le groupe Le Gouessan, était censé être conforme à son arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a déclaré avoir engagé des négociations avec le précédent propriétaire du site dans le cadre de la garantie « actif/passif » pour financer les travaux de mise en conformité. L'exploitant a précisé que le service départemental d'incendie et de secours des Landes a émis un avis favorable sur la défense incendie assurée par la réserve souple (deux raccords de 100 mm de diamètre pouvant débiter unitairement 90 m³/h) et les deux poteaux d'incendie situés sur l'espace public, à l'entrée du site pour le premier et à 160 m environ pour le second. L'exploitant précise que ces deux poteaux d'incendie disposent d'un débit de 40 m³/h pour le premier et de 48 m³/h pour le second.

L'inspection confirme que les deux poteaux incendie extérieurs ne peuvent pas être comptabilisés dans la ressource en eau disponible pour la défense incendie car ils ont un débit inférieur à 60 m³/h et que, de surcroît, le second est positionné à plus de 100 m du site. L'inspection confirme par conséquent que l'exploitant dispose d'une défense incendie garantie inférieure à 240 m³/h pendant deux heures dont la ressource est assurée par une réserve souple d'une capacité déclarée de 420 m³.

L'exploitant a présenté un bon de commande du 23 février 2026 d'une citerne souple d'incendie d'une capacité de 120 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète, dans un délai de trois mois, sa défense incendie à hauteur de 240 m³/h pendant deux heures. L'exploitant justifiera, dans le même délai, de la disponibilité effective pendant deux heures du débit de 240 m³/h (capacité des réserves, débits disponibles sur chaque branchement).

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser cette action corrective dans un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/02/2024, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, suites inspection 2023

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 75.2 de l'arrêté du 10 décembre 2015 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

En sus des dispositions ministérielles déjà applicables, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions ci-dessous.

La capacité de confinement disponible sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être a minima de 612 m³. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

En outre, l'exploitant dispose de bassins de confinement munis d'un revêtement étanche.

Ces bassins sont munis de dispositifs d'obturation / d'isolement avant rejet vers le milieu naturel. [...]

Constats :

À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°15) que la capacité du bassin enterré de confinement des eaux d'extinction d'incendie était de 440 m³ déclarés par l'exploitant pour une capacité de 670 m³ calculée dans le dossier de porter à connaissance déposé en novembre 2021, ramenée à 612 m³ en raison de la non réalisation de la zone de déchargement vrac (courrier électronique du 30 novembre 2023 de l'exploitant).

À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place, sous 6 mois, les dispositions physiques pour compléter la capacité de confinement des eaux d'extinction d'incendie à hauteur de 612 m³ (ajout de 172 m³).

L'inspection a constaté le 10 février 2026 que la capacité du bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie n'avait pas été complétée. L'exploitant a indiqué avoir découvert cette non-conformité à l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023. Il précise que les négociations avec le précédent propriétaire du site dans le cadre de la garantie « actif/passif » ont retardé la mise en conformité. L'exploitant a présenté un bon de commande du 23 février 2026 d'un bassin de stockage type « TUBAO » d'une capacité de stockage de 227 m³.

L'inspection a constaté la présence d'un bouton d'arrêt d'urgence identifié « ARRÊT POMPE - STEP et PLUVIALE » positionné en façade de l'usine, au droit des autres boutons d'arrêt d'urgence du site. Le personnel a pour consigne de presser ce bouton d'arrêt d'urgence en cas d'incendie pour couper l'alimentation électrique des pompes de relevage de la STEP et du bassin de rétention afin d'isoler les eaux polluées. Ces consignes sont mentionnées dans le « plan de secours, événements dangereux et moyens de lutte » du site Aqualia d'Arue. Ces consignes sont rappelées au personnel, notamment dans le cadre d'une formation annuelle « incendie » dont la dernière a été dispensée le 14 janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète, dans un délai de trois mois, la capacité du bassin de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'un incendie pour atteindre la capacité de 612 m³. L'exploitant justifiera, dans le même délai, la capacité du bassin de confinement.

L'inspection proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser cette action corrective dans un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Vannes d'isolement réseau gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Suites inspection 2017

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :Constat lors de l'inspection de décembre 2017

Écart 7 : La coupure de l'alimentation n'est pas assurée par deux vannes automatiques redondantes comme prescrit dans l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 2015. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ces vannes permettent d'assurer la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite sera détectée.

Constats :

À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°16) que les vannes automatiques redondantes de coupure d'alimentation en gaz naturel n'étaient pas asservies à un pressostat garantissant la coupure de l'arrivée en combustible en cas de chute de pression dans le réseau d'alimentation en gaz et que les contrôles de la détection gaz et des asservissements associés n'étaient pas réalisés.

À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant sous 3 mois :

- de mettre en place un asservissement visant à garantir qu'en cas de chute de pression, la fermeture des EV soit effective pour couper l'arrivée de gaz et in fine, garantir que les utilités électriques de la chaufferie gaz et du séchoir sont coupées (il convient d'asservir la détection gaz au pressostat) ;
- de réaliser un contrôle de la détection gaz (CH₄) et des asservissements associés puis de procéder à ce type de contrôle tous les six mois.

<p>L'inspection a constaté le 10 février 2026, sur la base de justificatifs produits par l'exploitant que les « contrôles de pression mini/maxi, sécurité gaz de la chaufferie » ont été saisies dans l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) de l'usine. L'exploitant a présenté le rapport d'intervention du 4 février 2025 de la société Teledyne Oldham qui constate le bon fonctionnement de l'installation fixe de détection gaz et des asservissements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 1.3.1 et 7.4.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.3.1</u> : Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformées aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p> <p>Un porter à connaissance a été déposé en 2021. L'exploitant doit respecter les termes du contenu du PAC en vertu de l'article 1.3.1.</p> <p><u>Extrait du PAC en matière de défense incendie</u></p> <p>Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant sera mise en place pour les locaux de stockage, locaux de production, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection déclenchera une alarme.</p> <p><u>Entretien des dispositifs visé à l'article 7.4.9</u></p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°17) que le contrôle de la détection incendie effectué par la société SIEMENS le 16 décembre 2022 ne précisait pas les locaux couverts par les équipements de détection et que la fréquence semestrielle de contrôle n'était pas observée.</p> <p>À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant sous 3 mois :</p>

- de justifier que la vérification de la détection incendie a été réalisée sur l'ensemble des zones où celle-ci est requise notamment les locaux de stockage, locaux de production, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. ;
- de justifier la mise en place d'un boîtier de dérivation coupe-feu sous le chemin de câble situé à côté des bouteilles d'extinction du TGBT.
- réaliser les vérifications de la détection incendie tous les 6 mois en routine ;

L'exploitant a présenté le 10 février 2026, le compte-rendu de la deuxième visite de maintenance 2025 du système de détection incendie, visite effectuée le 4 février 2026. L'inspection constate que la deuxième visite de maintenance 2025 a été réalisée en 2026, la première visite de maintenance 2025 ayant été réalisée le 24 avril 2025.

Le compte rendu de la visite de maintenance mentionne notamment un bon fonctionnement du système de détection incendie et des essais concluants de 32 détecteurs ponctuels en mode essais et de 20 déclencheurs manuels en mode essais. Aucune restriction des locaux contrôlés n'est mentionné dans le compte rendu.

La présence d'un raccord de type Wago sous le chemin de câble situé à côté des bouteilles d'extinction de la salle de contrôle est toujours mentionné dans le compte rendu. Ce raccord a cependant été remplacé par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à la réalisation à fréquence semestrielle des visites de maintenance et de vérification du système de détection incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 7.4.9 et 7.4.12

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 7.4.9 (extrait)

Le sécheur et le broyeur sont notamment équipés d'un système de détection incendie asservi à un dispositif d'extinction automatique.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus conformément aux référentiels reconnus.

Article 7.4.12 (extrait)

Des dispositifs de détection et d'extinction incendie asservis à des dispositifs d'extinction au niveau des équipements les plus dangereux (sécheur, refroidisseur).

Constats :

À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°18) que les systèmes d'extinction automatique d'incendie du sécheur et du broyeur n'étaient pas fonctionnels ni opérationnels en automatique d'après les conclusions du rapport de contrôle du 10 janvier 2023 établi par la société BERTHOLD. L'inspection avait néanmoins constaté que les travaux de remise en état avaient été tracés dans le logiciel de GMAO.

À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant sous 3 mois de :

- transmettre le rapport de contrôle des systèmes d'extinction prévu en février 2024 pour démontrer que les systèmes d'extinction sont désormais fonctionnels en automatique et justifiant que les réparations faites en interne en janvier 2023, notamment sur les surpresseurs, sont efficaces et pérennes ;
- définir une organisation pour procéder aux contrôles d'intégrité des buses extérieures et intérieurs de l'aspersion du séchoir.

À l'occasion de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'inspection a consulté le rapport de contrôle du 6 février 2024 établi par la société BERTHOLD qui conclut en synthèse que le surpresseur est non fonctionnel et que l'installation est déclarée non conforme. Les réparations effectuées par l'exploitant n'avaient donc pas permis la remise en état fonctionnel du système d'extinction automatique. L'exploitant a établi un « plan d'amélioration de maintenance 2023-2024 » prévoyant la remise en conformité du supprimeur au cours de la semaine 12 de l'année 2024 et le remplacement d'une batterie.

L'inspection a également consulté le 10 février 2026 le rapport de contrôle du 4 février 2025 établi par la société BERTHOLD qui déclare conforme l'installation. Plusieurs remarques et préconisations sont néanmoins formulées dans le rapport de contrôle :

- suite au remplacement du personnel, la conséquence d'un arrêt procédé reste inconnue,
- les installations sont à l'arrêt pour maintenance, tester les arrêts procédés au démarrage ou avant un arrêt afin de déterminer les actions engendrées,
- les filtres ne sont pas accessibles de façon sécurisée,
- les électrovannes de nettoyage sont inopérantes pour cause d'énergie coupée,
- test d'extinction non effectuée à la demande du client en raison du séchage après essais trop contraignant,
- tuyau DN20 conseillé avant électrovanne,
- installer une vanne d'arrêt au cas où une électrovanne se bloque ouverte pour faciliter l'accès au filtre,
- le défaut pression basse n'est pas retransmis, seul le défaut d'alimentation est remonté à la centrale EXIMIO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, la mise en œuvre des préconisations formulées par la société BERTHOLD dans le rapport de contrôle du 4 février 2025. En cas de non mise en œuvre, l'exploitant justifie, dans le même délai, l'acceptabilité des écarts et les mesures compensatoires

prises en place.

L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, la réalisation des opérations d'entretien périodique spécifiées en annexe du rapport de contrôle. En cas d'entretien non conforme à ces spécifications (nature et fréquence), l'exploitant met en place une organisation permettant de s'y conformer. Cette organisation intègre les contrôles d'intégrité des buses extérieures et intérieures de l'aspersion du séchoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Rejets aqueux du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 4.4.10

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 4.4.10

Les eaux industrielles doivent respecter avant envoi vers le réseau communal les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	Concentration maximale (en mg/l)	Flux maximal (en kg/j)
MEST	1 500	15
DBO5	1 500	15
DCO	2 700	27
Azote total	300	3
Phosphore total	65	0,65

Le débit maximal rejeté est de 10 m³/jour.

Constats :

À l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté (point de contrôle n°22) des rejets d'eau prétraitées par la station de prétraitement (STEP) d'Aqualia (dans le réseau public d'assainissement des eaux usées) non conformes aux dispositions de la convention spéciale de déversement liant AQUALIA et le SYDEC, exploitant du réseau d'assainissement des eaux usées. Les non-conformités portaient sur des rejets en SEH (graisses) et un ratio DCO/DBO5 supérieurs aux limites fixées dans la convention.

À l'issue de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant sous 3 mois de :

- mettre en place les actions correctives ad hoc pour lever les non-conformités touchant les effluents industriels sur les paramètres DCO/DBO, SEH et température pour en garantir la conformité avant rejet ;
- compléter le programme de surveillance des effluents industriels pour être en conformité avec l'AMPG compatible BREF FDM (notamment ajout du paramètre Cl- à fréquence mensuelle).

À l'occasion de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'inspection a consulté le rapport du 15 février 2024 de l'étude réalisée par le bureau d'étude NEPTUNE. Le Bureau d'étude avait été missionné par AQUALIA pour l'analyse des données de fonctionnement de la station de prétraitement, la réalisation d'un bilan pollution sur trois jours à différentes étapes de la filière de traitement, l'identification des points de dysfonctionnement et l'étude des aménagements à mettre en œuvre. Le bureau d'étude a notamment constaté des résultats de mesure des polluants rejetés avec de grandes variations (en concentration et en flux) et plusieurs non-conformités des rejets sur la période 2022-2023, en particulier une non-conformité du ratio DCO/DBO5 dans les rejets du 18 octobre 2023 due à une charge polluante inadaptée (présence de graisses et charge organique élevée) en entrée du système de traitement SBR. Le bureau d'étude a identifié la nécessité de mieux piéger les graisses en amont du système de traitement SBR pour garantir la conformité des rejets. Le bureau d'étude a préconisé deux actions :

- Action n°1 : tamponner et homogénéiser les effluents bruts avant séparation solide/liquide afin d'écarter les pics de charge polluantes → mise en place d'une cuve de 20 m³ agitée (ou recirculation externe)
- Action n°2 : remplacer l'étape de séparation solide/liquide → plusieurs techniques possibles suivant le rendement à atteindre (décantation, flottation, physico-chimique).

L'exploitant n'a pas retenu ses actions et mis en place en 2024 :

- un suivi quotidien de la STEP (cahier de suivi),
- un pompage mensuel des boues et graisses au lieu de biannuel,
- l'ajout de produit « Fluidibac » dans le bac à graisse pour dissoudre les graisses.

L'exploitant déclare avoir constaté un retour à la conformité des rejets dès février 2024. L'inspection ne dispose pas des bilans des rejets aqueux effectués en 2024.

L'inspection a consulté les bilans des rejets aqueux établis par le laboratoire LPL sur des prélèvements 24h effectués du 19 au 20 février 2025 puis du 13 au 14 octobre 2025.

Le premier bilan fait apparaître des dépassements du volume journalier rejeté (11,80 m³ rejetés pour 10 m³ autorisés) et du flux rejeté en azote total (3,36 kg/j rejetés pour 3 kg/j autorisés). Les autres résultats n'appellent pas d'observation.

Le deuxième bilan fait apparaître des dépassements significatifs en concentration et en flux des paramètres DCO (6 390 mg/l - 38,34 kg/j pour des VLE à 2 700 mg/l - 27 kg/j), DBO5 (3 600 mg/l - 21,6 kg/j pour des VLE à 1 500 mg/l - 15 kg/j) et en concentration des polluants azote total (453 mg/l pour une VLE à 300 mg/l) et phosphore total (113 mg/l pour une VLE à 65 mg/l). L'exploitant indique que les dépassements ont été constatés dès le mois de juillet 2025 suite à des analyses

effectuées après l'ajout d'une pompe à vide sur l'extrudeur. L'ajout de cette pompe a eu pour conséquence une augmentation des rejets en eau chargée en matière. La STEP interne n'a pas été en capacité de traiter efficacement cette augmentation du volume d'effluents chargés. L'exploitant a remplacé en décembre 2025 la pompe à vide par une pompe sèche et prévu une analyse des rejets en février 2026.

L'exploitant indique que les volumes d'eau rejetées peuvent dépasser les 10 m³/j en raison de la mise en service en 2017 de la tour de lavage, sans modification du volume journalier initialement autorisé (10 m³/j maximum autorisés par arrêté préfectoral du 10 décembre 2015). Il précise que la tour de lavage consomme environ 5 m³ d'eau par jour et que la convention de déversement autorise un rejet journalier de 20 m³.

L'exploitant indique enfin que le SYDEC ne voit pas l'intérêt de fixer un ratio DCO/DBO5 (2,5 dans la convention) pour conditionner l'admission des effluents aqueux prétraités par AQUALIA dans le réseau d'assainissement dont il a la charge. L'exploitant précise qu'une nouvelle station de traitement des eaux usées a été mise en service en 2025 par le SYDEC dans le secteur de Roquefort et que les termes de la convention de déversement étaient susceptibles d'être modifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, dans un délai de un mois, le bilan 24 h des analyses des rejets aqueux effectuées en février 2026 ainsi que les résultats des analyses mensuelles, de septembre 2025 à février 2026, du paramètre Cl-.

L'exploitant apporte, dans un délai de trois mois, la justification technico-économique qui l'a conduit à écarter les actions identifiées par le bureau d'étude NEPTUNE destinées à «garantir la conformité» des rejets en sortie du système de traitement SBR. L'exploitant démontre, dans le même délai, que les mesures alternatives qu'il a mis en place depuis 2024 permettent d'assurer de façon pérenne la conformité aux VLE des eaux prétraitées rejetées.

L'exploitant effectue, dans un délai de trois mois, un bilan des volumes journaliers rejetés au cours de l'année 2025. Il analyse les dépassements (fréquence, taux de dépassement) du volume journalier autorisé, identifie les causes de ces dépassements et met en place un programme d'actions pour réduire les volumes rejetés et se conformer aux 10 m³ de rejet journalier autorisés. L'exploitant se rapproche également du SYDEC pour réviser sa convention de rejets pour prendre en compte les débits rejetés et la qualité des effluents acceptables par le nouvel équipement du SYDEC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Rejets atmosphériques du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques du site

Prescription contrôlée :

Les rejets issues des installations doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Paramètres	Conduit n°1 Concentration (mg / Nm ³)	Conduit n°2 Concentration (mg / Nm ³)	Conduit n°4 Concentration (mg / Nm ³)
Poussières	20	10*	20
SO2	/	35	/
NOx	/	100	/
COVNM	50	50	50

* Cette VLE a été abaissée à 10 mg/Nm³ par l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 février 2024.

Constats :

L'inspection a consulté les rapports d'essais des rejets atmosphériques prélevés dans les conduits n°1, n°2 et n°4. Les prélèvements ont été effectués le 20 février 2025 par DEKRA.

L'inspection a constaté qu'un seul essai d'une durée de 60 minutes a été effectuée pour l'analyse des poussières. Les autres polluants réglementés (NOx, SO2 et COVNM) ont été analysés à partir de trois essais d'une durée unitaire de 30 minutes.

L'inspection a constaté que les concentrations mesurées des polluants réglementés (poussières, SO2, NOx et COVNM) dans les rejets atmosphériques des trois émissaires de rejet sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE).

L'inspection a relevé, dans les rapports d'essais de DEKRA, plusieurs écarts par rapport à la norme (section de mesurage, méthodologie de mesure) ayant un impact possible sur les résultats des mesures :

- conduit n°1 : « présence de giration dans l'écoulement des gaz » avec impact possible sur les résultats des vitesses, débits et flux. Le degré d'impact sur la mesure n'est pas précisé dans le rapport d'essais,
- conduit n°2 : « absence de plateforme ou plateforme inadaptée , toutes les exigences des normes n'ont pas pu être appliquées» avec « impact possible sur les paramètres en phase particulaire ». Le degré d'impact sur la mesure n'est pas précisé dans le rapport d'essais,
- conduit n°4 : « la dimension et le nombre d'orifices de mesure ne permettent pas la mise en œuvre d'une méthode normalisée, ni de scruter l'ensemble de la section de mesure » avec « impact conséquent sur les paramètres en phase particulaire ».

Ces écarts sont susceptibles d'avoir des impacts conséquents sur la représentativité des mesures.

Au sujet de l'émissaire lié au conduit de collecte des fines pointé à l'occasion de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, l'exploitant avait répondu en mars 2024 qu'il s'agissait d'une sortie de l'aspiration de fines qui débouche dans le bâtiment de production, à l'étage inférieur. Un résultat d'analyse de prélèvement effectué par DEKRA sur cet émissaire le 19 février 2024 a

fait apparaître une concentration en poussière de 0 mg/Nm ³ .
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, le degré d'impact sur la mesure des écarts à la norme (section de mesurage, méthodologie de mesure) identifié dans la partie "constat". L'exploitant s'assure, à l'avenir, que les écarts à la norme (section de mesurage, méthodologie de mesure) n'ont pas d'impact significatif sur les résultats des mesures. En cas d'impact significatif sur les mesures, il fait réaliser de nouveaux prélèvements.</p> <p>L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, la réalisation d'un seul essai pour l'analyse des poussières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois